Année XVIII. N° 477. 22 Décembre 1917.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

La situation

La sottise et l'ignominie dont tous les dirigeants et diplomates de l'Entente ont fait preuve vis-à-vis de la Révolution russe paraîtrait presque incroyable, si nous ne savions que les hommes plus accoutumés a exercer le pouvoir qu'à se conformer aux événements et à la volonté des peupies, cherchent à dominer les uns et les autres, ce qui leur réussit assez souvent, jusqu'au jour de l'inévitable effondrement.

La Révolution russe avait évidemment de multiples causes, mais les deux principales étaient à n'en pas douter la nécessité d'une transformation économique qui rendît désormais impossibles les famines périodiques, et la lassitude engendrée par une guerre dont la durée, l'étendue, l'acharnement et l'horreur dépassaient les prévisions même les plus sombres.

Un peuple immense ne voulait plus la guerre, possible seulement grâce à une discipline atroce dont l'insurrection venait de briser les liens. Pour éviter une débandade qui, d'une part, viendrait priver le mouvement révolutionnaire d'une formidable force organisée de défense et de réalisations, et qui, de l'autre, améliorerait par des succès faciles la situation déjà fort compromise d'autres tyrannies, il fallait à tout prix et de suite aviser aux moyens de faire cesser la misère hideuse et de montrer que tout était mis en œuvre pour aboutir à la paix en évitant de nouveaux massacres.

Or, la disette n'à fait que s'accentuer et une folle offensive russe a fourni le prétexte à l'armée allemande de poursuivre son invasion. Non pas que celle-ci eût été évitée, même si les Russes avaient suspendu les hostilités, mais ce fut une grosse erreur que de paraître la justifier.

La nouvelle catastrophe militaire ne pouvait qu'accroître le dégoût de tout service militaire chez les Slaves — et tout serait pour le mieux, si, d'autre part, elle n'avait grisé et fait prendre patience aux soldats envahisseurs et à tout le peuple allemand à l'arrière.

Nous ne croyons pas avoir besoin de répéter que si la révolution doit être commencé dans un pays sans s'assurer à l'avance — chose presque impossible du reste — qu'il en sera de même chez les peuples voisins, il n'en est pas moins vrai que son développement et sa réussite plus ou moins grands dépendront de l'attitude de ces derniers.

Il faut croire le tzarisme définitivement condamné, autrement il aurait pu tenter un retour offensif en se réclamant précisément de la volonté de faire la paix. Mais il est bien mort, mort à tel point que même les baïonnettes des empires centraux ne pourront le rétablir. Et que penser dès lors des gouvernants de l'Entente, persistant à réclamer de la Russie la continuation de la guerre et lui refusant même une conférence pour en reviser les buts ?

D'aucuns louent beaucoup Lenine d'avoir voulu faire la paix à tout prix. En réalité, c'était pour lui la seule façon de s'assurer le pouvoir au moment des élections. La grande majorité de l'armée n'a été pour lui que parce qu'il s'est hâté d'entamer des négociations susceptibles d'aboutir à la paix.

Les premières nouvelles reçues laissent entrevoir que l'Allemagne veut traiter la Russie en pays vaincu et que toutes les déclarations contraires de ses hommes d'Etat étaient hypocrites. Le contraire seulement nous eût étonné.

Il est malheureux de voir ainsi la Révolution réduite à traiter humblement avee ses pires ennemis, qui pourraient très bien ne conclure qu'une trêve momentanée dont ils ont besoin pour mieux poursuivre le massacre ailleurs et se sortir d'une situation qui en se prolongeant les menace d'une fin comme celle du tzarisme.

Nous éprouvons un véritable écœurement et de sérieuses craintes pour l'avenir en constatant la sympathie témoignée par une partie de la presse bourgeoise à Lenine. Nous lui préférons et de beaucoup les cris de rage et les malédictions des feuilles ententistes, qui sont, en cela du moins, absolument sincères. Mais personne ne nous fera croire que n'importe lequel de nos bourgeois puisse applaudir sincèrement au désarmement, à la socialisation de la terre, des immeubles, des usines, à l'annulation de la dette étrangère, et à toutes les mesures révolutionnaires, vraies ou fausses, appliquées ou non, dont les dépêches de la Russie nous parlent en ce moment.

Ceux qui approuvent les soldats russes de rentrer chez eux, devraient proposer que la Suisse démobilisât aussi, de même qu'il faudrait préconiser pour une application immédiate chez nous tout ce qui est jugé bon pour le grand pays slave.

Mais il suffit de se rappeler l'indignation et l'horreur témoignées par toute notre presse indistinctement à l'occasion des dernières manifestations de Zurich, pour se dire que certains apologistes actuels de la Révolution russe ne sont que des menteurs. Ils espèrent surtout qu'elle va s'épuiser en luttes intestines et que plus tard, la terrible crise de la guerre venant à prendre fin, il sera facile de s'entendre entre gouvernements *pacifiés* pour y faire régner l'ordre à nouveau, l'ordre bourgeois bien entendu.

L'heure est grave pour les révolutionnaires sincères de tous les pays. Ils ne peuvent faire des reproches aux camarades russes, n'ayant rien fait pour les aider dans leur tâche surhumaine, mais il serait absurde de les voir se réjouir du fait que les délégués des Soviets traitent avec les impériaux. C'est donc que les appels de la Révolution russe aux autres peuples n'ont pas été entendus et que ces derniers demeurent fidèles à la contre-révolution.

Nulle illusion n'est permise, sauf pour ceux qui aiment se griser de mots. Notre effort reste entièrement à accomplir. Avoir refusé notre adhésion morale — immorale serait plus juste — à la guerre, nous être soustraits individuellement au militarisme, c'est très bien, mais en somme, comment concevoir l'œuvre commune, positive pour la paix ? Il ne faudrait pourtant pas se glorifier d'attendre que les gouvernements veuillent bien en conclure une, lorsque les forces des peuples seront épuisées au point d'être incapables de porter plus longuement l'énorme fardeau de la guerre. Car celle-ci aurait bien duré alors jusqu'au bout ! Et nous l'aurions aussi tolérée jusqu'au bout !

Voici qu'un pacifisme bourgeois se développe un peu partout. Applaudisse qui voudra, nous le croyons aussi trompeur que l'a été l'*héroïsme* bourgeois.

Nos maîtres n'ont jamais voulu que les peuples s'entendissent, et s'ils vont enfin s'entendre entre eux, ce sera encore pour nous maintenir divisés. La paix donc n'aura pas été conclue, car c'est surtout entre masses exploitées et douloureuses que nous avons à la réaliser, de façon qu'elles ne puissent plus être jetées les unes contre les autres. Et cela ne viendra que lorsqu'elles auront toutes su conquérir également le bien-être et la liberté.

L. B.

La Politique

Parce que nous avons repoussé avec énergie toute connivence et alliance avec la politique bourgeoise même la plus radicale, on a prétendu sottement ou calomnieusement que, ne considérant seulement que le côté économique ou matériel de la question sociale, nous étions indifférents pour la grande question de la liberté, et que par là même nous nous mettions dans les rangs de la réaction. Un délégué allemand avait même osé déclarer, au Congrès de Bâle, que quiconque ne reconnaissait point, avec le programme de la démocratie socialiste germanique, « que la conquête des droits politiques était la condition préalable de l'émancipation sociale », — ou, autrement exprimé : que pour délivrer le prolétariat de la tyrannie capitaliste ou bourgeoise, il fallait d'abord s'allier à cette tyrannie pour faire soit une réforme soit une révolution politique, — était sciemment ou inconsciemment un allié des Césars.

Ces messieurs se trompent beaucoup — et, « sciemment ou inconsciemment », ils s'efforcent de tromper le public — sur notre compte. Nous aimons la liberté beaucoup plus qu'ils ne l'aiment ; nous l'aimons au point de la vouloir complète et entière ; nous en voulons la réalité et non la fiction ; et c'est à cause de cela même que nous repoussons absolument toute alliance bourgeoise, étant convaincus que toute liberté conquise à l'aide de la politique bourgeoise, por les moyens et les armes de la bourgeoisie, ou par uue alliance de dupes avec elle, pourra être très réelle et très profitable pour Messieurs les bourgeois, mais pour les peuples ne sera jamais rien qu'une fiction.

Messieurs les bourgeois, de tous les partis et même des partis les plus avancés, tout cosmopolites qu'ils sont, lorsqu'il s'agit de gagner de l'argent par l'exploitation de plus en plus large du travail populaire, en politique sont également tous de fervents et fanatiques patriotes de l'Etat, le patriotisme n'étant en réalité, comme vient de le dire fort bien l'illustre assassin du prolétariat de Paris et le sauveur actuel de la France, M. Thiers, rien que la passion et le culte de l'Etat national. Mais qui dit Etat dit domination, et qui dit domination dit exploitation, ce qui prouvè que ce mot d'*Etat populaire (Volksstaat)*, devenu et restant malheureusement encore aujourd'hui le mot d'ordre du Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, est une contradiction ridicule, une fiction, un mensonge, sans doute inconscient de la part de ceux qui le préconisent, et pour le prolétariat un piège très dangereux. L'Etat, quelque populaire qu'on le fasse dans ses formes, sera toujours une institution de domination et d'exploitation, et par conséquent pour les masses populaires une source permanente d'esclavage et de misère. Donc il n'y a pas d'autre moyen d'émanciper les peuples économiquement et politiquement, de leur donner à la fois le bien-être et la liberté, que d'abolir l'Etat,

tous les Etats, et de tuer par là même, une fois pour toutes, ce qu'on a appelé jusqu'ici la *politique;* la politique n'étant précisément autre chose que le fonctionnement, la manifestation tant intérieure qu'extérieure de l'action de l'Etat, c'est-à-dire la pratique, l'art et la science de dominer et d'exploiter les masses en faveur des classes privilégiées.

Il n'est donc pas vrai de dire que nous fassions abstraction de la politique. Nous n'en faisons pas abstraction, puisque nous voulons positivement la tuer. Et voilà le point essentiel sur lequel nous nous séparons d'une manière absolue des politiques et des socialistes bourgeois radicaux. Leur politique consiste dans l'utilisation, la réforme et la transformation de la politique et de l'Etat; tandis que notre politique à nous, la seule que nous admettions, c'est l'*abolition* totale de l'Etat, et de la politique qui en est la manifestation nécessaire.

Et c'est seulement parce que nous voulons franchement cette abolition, que nous croyons avoir le droit de nous dire des internationaux et des socialistes révolutionnaires; car qui veut faire de la politique autrement que nous, qui ne veut pas avec nous l'abolition de la politique, devra faire nécessairement de la politique de l'Etat, patriotique et bourgeoise, c'est-à-dire renier dans le fait, au nom de son grand ou petit Etat national, la solidarité humaine des peuples à l'extérieur, aussi bien que l'émancipation économique et sociale des masses à l'intérieur.

(Juillet 1871.) *Michel Bakounine.*

MÉLANGE

Le but.

Dans quelques jours le quarante-unième mois de guerre sera écoulé. Malgré un laps de temps relativement considérable — surtout pour ceux qui sont dans les tranchées — les gouvernements des pays belligérants ne semblent pas encore être au fait, quant aux buts de guerre avouables. Les centraux imposent toujours à leurs peuples des sacrifices inouïs pour une raison inconnue, le secrétaire d'Etat allemand ayant déclaré à la Chambre des députés, que l'énonciation des buts de guerre n'aurait d'autre résultat que la prolongation du conflit. Il faut croire que la place revendiquée au soleil soit singulièrement grande, pour que les laquais du potentat Guillaume II n'osent la mentionner d'une façon un peu moins obscure. Etrange manière de s'habituer aux nouveaux rayons solaires revendiqués, que de se maintenir dans les plus épaisses ténèbres oratoires.

Les Alliés ne paraissent pas plus avancés que leurs adversaires. Le président Wilson veut démocratiser l'Allemagne et établir la société des nations; le Premier anglais veut punir les Allemands, tandis que l'ancien ministre des affaires étrangères du même pays déclare que le but de guerre est atteint. Il est vrai que sa déclaration coïncide avec la chute de la dernière colonie allemande. Clemenceau, de sinistre mémoire, redevenu le premier flic de France, aux députés qui le questionnaient, répondit que son but était de vaincre. Il ne veut pas de la société des nations préconisée par Wilson.

Des plumitifs, dans les pays belligérants et neutres, qui sont les champions du droit à tant la ligne, prétendent électriser les masses pour une guerre dont les conducteurs, mis au pied du mur, avouent ne pas connaître le but. Que les peuples leur fournissent les moyens de vaincre; après nous verrons bien ce qu'ils feront! Ni d'un côté ni de l'autre, ce n'est pas rassurant. Nous ne souhaitons voir le monde à la discrétion ni des *barbares* berlinois et viennois, ni du champion du droit Clemenceau. Rappelons que sous son précédent ministère il y eut, pendant les grèves et pour cause de propagande, 15 ouvriers tués, 467 blessés, 194 années de prison distribuées et 392 fonctionnaires révoqués!

Quand donc les peuples proclameront-ils et imposeront-ils leurs buts de guerre à eux: la suppression de toutes les tyrannies et de toutes les exploitations?

Halifax.

Grande consternation chez les habitants de l'Europe occidentale, de l'Asie, de l'Australie, de l'Afrique, des deux Amériques et des provinces enthophiles de la planète Mars. Par suite de la collision de deux navires, dont l'un chargé de munitions, une partie de la ville de Halifax s'est effondrée, ensevelissant des milliers de personnes. La consternation a diminué au point de devenir une honnête émotion, lorsque de nouvelles dépêches apprirent que la partie bourgeoise de la ville, construite sur les collines, n'avait aucunement souffert. Les cours n'auront pas de deuil à prendre.

Mais pourquoi encore cette émotion, ces télégrammes de condoléances? C'est bien là la stupidité humaine, telle qu'elle est entretenue par des gens qui en tirent profit. Il faut que la mort fauche selon des rites arrêtés à l'avance, dans de solennels congrès où la plus large place est laissée aux banquets. Que des millions d'hommes se fassent sauter, s'envoient au fond des mers, se tuent avec des machines perfectionnées et diaboliques, c'est de la gloire en action qui rejaillit sur les gouvernants qui l'ordonnent, lesquels expriment leur contentement par des congés aux gosses des écoles, des pavoisements, des distributions de rubans et de médailles aux hommes ou appelés tels, par des nouveaux impôts et des ordres de nouvelles batailles, où une plus ample moisson de gloire se fera. Qu'au contraire un tremblement de terre, le feu, une inondation ou un iceberg coupant un bateau en deux, fassent trépasser quelques dizaines ou quelques centaines de personnes, une mine éplorée devient de rigueur, les drapeaux, cessant d'agiter leurs teintes claires, se voilent de crêpes et l'on supprime, pour quelques jours, les réjouissances.

Au lieu de se répandre en imprécations contre la fatalité qui fait se rencontrer deux navires, ne serait-il pas plus sage de travailler à supprimer les guerres et la misère qui font plus de victimes que toutes les fatalités réunies?

Vladivostok.

Le gouvernement japonais, allié des Russes, des Français, des Anglais et de tous les champions du droit, vient de faire débarquer des troupes dans la ville russe de Vladivostok, afin, nous disent les journaux, d'empêcher que le matériel et les vivres qui s'y trouvent ne tombent entre les mains des maximalistes.

Ainsi, sans qu'il y ait eu de conventions paraphées par les diplomates, il existe, contre la Russie révolutionnaire, une alliance de fait entre les Alliés et les Austro-Allemands. Jésuitiquement, les ministres alliés déclarent qu'ils ne veulent pas de compromissions avec les Allemands, ennemis de la civilisation. Et tandis que ces Allemands usent de tous les moyens à leur disposition pour provoquer l'échec de la révolution russe, soit en précipitant l'invasion du pays, soit par d'hypocrites protestations d'amitié destinées à berner les Russes, les Japonais, d'accord avec leurs Alliés, s'emparent du seul port russe dont les communications étaient, jusqu'ici, libres. Alors que ces gouvernements « démocratiques » prétendent que leur libéralisme les empêchait de s'ingérer dans les affaires du tsarisme, ils estiment n'avoir plus les mêmes réserves à observer envers le peuple russe. Ils se saisissent délibéremment de toutes les communications, occupent les ports et tiennent suspendue la menace d'une attaque de dos par les Nippons, qui viendraient en aide aux soudards de l'ancien régime ne désespérant pas de rétablir les beaux temps du banditisme tsariste.

C'est la sainte alliance de toutes les réactions contre le peuple qui vient de briser ses chaînes et qui cherche, au milieu de l'ignorance et du chaos légués par les maîtres déchus, péniblement sa voie.

Les opprimés se laisseront-ils toujours écraser en détail? Ne se lèveront-ils pas tous pour briser le cercle de la mort qui se resserre autour de la Russie révolutionnaire?

Félicitations.

Les politiciens socialistes d'Allemagne et d'Autriche votent et envoient des félicitations et des saluts fraternels aux maximalistes russes. Ce serait très bien si, chez les expéditeurs, l'action suivait la parole. Malheureusement, à part leurs phrases chaleureuses, qui ne peuvent cependant remplacer le charbon qui fait défaut, les insurgés russes ne connaissent les frères allemands que sous les casques à pointe aux armes de l'empereur Guillaume.

Et ceci est odieux. Nous savons trop que la révolte ne s'organise pas comme on aligne des soldats ou des marionnettes, mais les politiciens allemands pourraient se dispenser de leurs télégrammes aux Russes, alors qu'eux-mêmes combattent ces révolutionnaires sous les ordres de sa très divine Majesté Prussienne.

S'ils ne cessent ces ridicules manifestations, avec la permission d'une censure cependant fort rigoureuse, qui consistent à appeler frères des gens contre lesquels quelques heures plus tard ils marcheront, l'on sera, en toute bonne foi, induit à croire que les salutations font partie de l'ordre de service en campagne.

Légalité.

Suivant l'exemple des Russes, les Portugais viennent de se débarrasser de leur gouvernement. Il est vrai que, pour autant que les vagues informations qui nous parviennent permettent d'émettre un jugement, ce n'est pas encore le peuple qui prend sa cause en main. C'est une raison pour la presse bourgeoise de ne pas condamner sévèrement ceux qui, à Lisbonne, viennent de montrer une fois de plus comment il faut s'y prendre pour opérer rapidement un changement dans le personnel gouvernemental.

En revanche, les critiques ne désarment pas à propos de la Russie. Le gouvernement, nous dit-on, ne repose sur aucune base légale. Le bon billet. Est-ce que lorsque Milioukof pensa prendre place dans le fauteuil directorial et jusqu'auboutiste, l'on s'occupa beaucoup du degré de légalité qui avait présidé à son installation? Des déclarations bourgeoises il ressort qu'est légal tout ce qui contribue à perpétuer la domination de l'homme par l'homme; par contre est illégal tout ce qui tend à l'affranchissement des opprimés.

A. A.

Grimm et Grumbach

Nous empruntons à la *Tribune de Genève* ce compte rendu que nous croyons — une fois n'est pas coutume — assez impartial:

A Berne, a eu lieu une réunion publique à laquelle assistaient environ deux mille personnes et où le socialiste Robert Grimm, dont on connaît le rôle dans la révolution russe, a fait un discours sur la révolution maximaliste et l'armistice.

Son discours fut un long plaidoyer en faveur de la politique des Bolchevikis, qu'il essaie de justifier, autant par des nécessités économiques que par le besoin de conclure la paix. Tout en déclaraot qu'à son avis un gouvernement purement socialiste ou léniniste ne pourrait se maintenir longtemps en Russie, il demanda à la réunion d'envoyer son salut fraternel à la révolution bolcheviki.

Le socialiste alsacien Grumbach répondtt à Grimm en soulignant les avantages énormes que la politique de Lenine et de Trotsky procurait, non pas au peuple allemand, mais au gouvernement allemand.

Après avoir déclaré que, à son avis, ni Lenine, ni Trotsky n'étaient vendus à l'Allemagne, et après avoir déclaré qu'ils agissaient, l'un et l'autre, suivant leur conscience, Grumbach a dit:

« Le même Lenine et le même Trotsky, qui se sont refusés, il y a à peine quelques mois, de s'asseoir à la même table que les socialistes français, qui défendaient leur pays attaqué, n'ont subitement vu aucun inconvénient à s'asseoir à la même table avec Guillaume et Hindenburg, quoique aucun mouvement révolutionnaire ne se soit produit en Allemagne. C'est tromper l'opinion publique que de lui faire croire que, aujourd'hui ou demain, une révolution est possible en Allemagne. C'est commettre un véritable crime contre la vérité que de mettre sur le même plan le parti des socialistes majoritaires allemands et le parti socialiste français. »

M. Grimm donc, comme tout député socialiste qui se respecte, croit à la possibilité de tout sauf du socialisme. Si, comme il le dit, Lenine ne saurait garder le pouvoir longtemps, c'est encore Plekanof qui aurait raison, en prétendant, selon la pure science marxiste, que la Russie, dans un stade *précapitaliste*, doit avant tout passer par celui capitaliste, avant de songer au socialisme. Et si un gouvernement *purement* socialiste devient impossible, c'est donc que la collaboration de classes s'impose et Kerensky était dans le vrai en s'efforçant de la réaliser. Voilà les seules conclusions que l'on peut tirer du discours de l'un des plus illustres maximalistes suisses! Car il est à remarquer que si les bourgeois ont vomi Hoffmann après ses intrigues, les socialistes ont meilleur estomac et avalé Grimm à nouveau.

Quant à M. Grumbach, la contradiction qu'il relève n'est que malheureusement trop vraie, mais elle aurait existé même si Lenine avait pactisé avec les Etats de l'Entente.

Le peuple russe réclamait le pain et la paix. C'est encore cette dernière qui pouvait le plus promptement être obtenue, fût-elle même contradictoire et provisoire. Les responsables d'une telle situation sont aussi les gouvernements alliés, sans vouloir en rien diminuer la part de responsabilité qui re-

tombe sur ce socialisme allemand toujours fidèle au Kaiser et dont Grumbach paraît croire qu'il laissera plus tard écraser la révolution russe, une fois que grâce à celle-ci les empires centraux seront sortis de la crise actuelle.

L'avenir est sombre, nous n'en disconvenons pas, mais ce n'est pas en faisant cause commune avec les gouvernements de l'un ou de l'autre côté qu'il pourra s'éclaircir. Notre critique, d'ailleurs, n'a de valeur qu'à condition de ne pas finir par imiter nous-mêmes ceux qui en sont l'objet.

Ou l'on ne conçoit qu'une simple paix étatiste et alors la plus rapide est la meilleure ; ou l'on vise à une véritable transformation de tous les rapports économiques et sociaux, et ce serait folie que de la demander à ceux dont le rôle est le maintien de la domination capitaliste.

Préconiser encore et toujours la révolution, c'est la seule façon de rester dans le vrai, car elle aura été utile même si elle doit échouer ; tandis que tout triomphe militaire de n'importe quel groupe d'Etats aura des conséquences néfastes pour tous les peuples.

Choses et autres

Consultation inutile.

Les contribuables du syndicalisme scientifique n'ont pas même le droit de désigner leurs maîtres. Ils leurs sont imposés par la confrérie des secrétaires qui, chaque fois qu'elle a un copain à placer, déclare nécessaire un nouveau poste de permanent. Et les bons syndiqués marchent... et paient. Il paraît que l'Union des fédérations syndicales a pris un tel développement qu'il devient urgent de procéder à la nomination d'un secrétaire de langue française. Doctement, MM. les scientifiques décidèrent qu'il n'y avait pas lieu de demander l'opinion des cotisants sur la personne à caser à ce poste et ils désignèrent un des secrétaires permanents de la Fédération des métaux, dont le plus grand titre est d'être vice-président du Grand Conseil neuchâtelois, de par la grâce des députés bourgeois. En somme, on ne sait qui blâmer le plus, des permanents qui s'arrogent tous les pleins-pouvoirs ou des syndiqués qui les paient et subissent leur arrogance aussi docilement qu'un caniche subit les volontés de son maître.

L'enfant de la montagne.

Huggler est conseiller national. Son élection a provoqué les rires des camarades qui ont eu, volontairement ou non, à subir l'incorrigible bafouillage de l'élu. Il est à présumer que les pensionnaires du Palais fédéral auront maintes fois l'occasion de se faire quelques pintes de bon sang — à moins qu'ils aient un penchant pour le sommeil — à l'ouïe des discours du nouveau député de Zurich. L'autre jour, on discutait un postulat demandant d'étudier les mesures à prendre pour empêcher l'immigration des campagnards vers les villes. Huggler jugea bon de placer son mot, et pour faire comprendre à ses collègues qu'il parlait en connaissance de cause, il leur fit savoir que lui, enfant de la montagne, né à la montagne, ayant vécu à la montagne, étant descendu de la montagne, pouvait déclarer que les campagnards s'illusionnaient beaucoup sur la prétendue vie facile des villes. Les auditeurs sourirent, d'autres conversèrent avec Morphée, et les loustics pensèrent que l' « enfant de la montagne » avait su trouver le moyen de ne pas être victime des illusions dont se bercent les campagnards — qui ne sont, hélas ! pas des montagnards...

L'infâme campagne.

Elle continue sans arrêt, l'infâme campagne contre les réfractaires et déserteurs. Les courageux des salles de rédaction n'observent aucun scrupule dans le choix des armes dont ils se servent pour traquer les hommes qui ont voulu et veulent conserver leur droit de ne pas être de la chair à canon. Tout est bon pour ameuter l'opinion publique contre ces hommes et pour justifier toutes les persécutions. De cas particuliers, on en fait une généralisation. Un filou est-il déserteur, on donne immédiatement à entendre que c'est une honnêteté propre à tous ceux qui ont tiré leur révérence à leur régiment. Son nom est étalé, son passé fouillé, alors que l'on cache soigneusement les états civils et qualités des fripouilles de haut vol appartenant, bien entendu, à la classe bourgeoise. C'est leur façon à eux, journalistes, de montrer leur courage et de prouver leur attachement à la cause qu'ils disent leur être chère. Et pourtant, il y a encore de très nombreuses places à repourvoir volontairement dans les rangs des armées. Mais ils préfèrent jongler avec la peau des autres ; c'est plus facile et moins dangereux.

Ne pas confondre.

Il y a quelques mois, une œuvre en faveur des poilus français, et dont le siège est à Genève, était victime de détournements pour un montant de plusieurs milliers de francs. Les auteurs de cet acte délictueux n'étaient ni réfractaires ni déserteurs, mais avaient pour parent direct le représentant officiel du gouvernement français.

A Lausanne, un laitier, fournisseur de l'Hospice de l'enfance, additionnait d'eau sa marchandise dans une proportion de 12 pour cent. Ce brave homme n'était ni réfractaire ni déserteur, mais avait l'estampille du bon citoyen suisse.

Un des co-directeurs de la Société coopérative de consommation de Genève — avec traitement annuel de 7000 francs — a été arrêté pour abus de confiance au montant d'une vingtaine de mille francs. Ni réfractaire ni déserteur, ce monsieur est un des piliers de la bonne société genevoise.

La suite au prochain numéro.

Un timbré.

M. Maréel Guinand tient à se distinguer. Il a attaché son nom à la campagne contre les réfractaires, chose qui dénote déjà un esprit particulier. Il vient de se signaler par une proposition aussi saugrenue que bête. Récemment, des internés allemands se rendirena au Grutli — rien de la taverne socialiste — et fêtèrent là l'anniversaire de Hindenburg. Cela provoqua un beau concert dans la presse qui cria à la profanation de la « terre sacrée » où nos vieux jurèrent de mourir pour la liberté. Alors M. Guinand propose une façon originale de refaire une virginité à la fameuse prairie : tous les citoyens suisses sont invités à aller célébrer le premier août au Grutli. Seul un timbré pouvait songer à ça, et M. Guinand fut seul à y songer. Celui-ci ne se fait du reste aucun doute sur le fiasco de sa trouvaille, en supposant que l'on pensât à la mettre en pratique, et il sait fort bien que d'ici huit mois tout le monde — et lui avec — parlera d'autre chose que de la « profanation » de la sacrée terre. Mais M. Guinand a le timbre qui convient à tout bon patriote. *Video.*

NOTES EN MARGE

La réforme électorale.

Le *Vorwärts*, signalant que, en peu de jours, les autorités militaires ont interdit, à Berlin, une assemblée des socialistes majoritaires, des réunions organisées par les socialistes indépendants pour discuter la réforme électorale et une assemblée de femmes socialistes et bourgeoises au sujet du vote des femmes, fait les commentaires suivants :

Le président des Etats-Unis vient de publier un message où il expose comment le peuple allemand est opprimé sans espoir, par une caste militaire, et la presse, animée d'un zèle patriotique, s'efforce de démontrer que Wilson, Clemenceau et Lloyd George seraient les véritables autocrates, tandis que l'Allemagne est le pays béni de la liberté. Quand cette mise en scène, soigneusement réglée, est soudain dérangée brutalement par l'interdiction militaire d'une assemblée qui fera sensation dans le monde entier, il faut y voir, pour le moins, une erreur de régie tournant au tragi-comique.

Autre chose : le gouvernement allemand a reconnu le gouvernement révolutionnaire socialiste russe et est en pourparlers avec lui. En même temps, les socialistes d'Allemagne sont privés, par ordre militaire, de leur droit d'association et de réunion. Sans tenir compte déjà, de la question de principe impliquée dans ces défenses qui exaspèrent au plus haut point le citoyen, la simple sagesse politique ne commande-t-elle pas de s'abstenir d'agir ainsi ?

Ces socialistes majoritaires et minoritaires, hommes et femmes, qui, à une heure aussi tragique de l'histoire, ne trouvent rien de plus intéressant à discuter que la réforme électorale, nous révoltent littéralement dans leur aveuglement. C'est donc là ce que le pays « le plus socialiste du monde » attend à l'heure actuelle et ne trouve-t-il pas d'autre garantie à donner au socialisme russe au milieu des immenses dangers qu'il court ?

Et puis, le *Vorwärts* paraît en somme regretter surtout que le gouvernement allemand ne sache pas mieux cacher son jeu, ses tromperies. C'est pour cela qu'il est peut-être urgent que la réforme électorale permette à M. Scheidemann de devenir ministre. En effet, l'hypocrisie social-démocrate n'a jamais eu sa pareille au monde, nous voulons bien le reconnaître.

Anarchie et excès.

La presse bourgeoise ententiste se montre particulièrement furieuse contre ce qu'elle appelle « l'anarchie en Russie », « les excès des maximalistes », etc.

Nous déclarons franchement regretter que les forces révolutionnaires soient profondément divisées, d'autant plus que dans ces luttes intestines, comme sur tous les fronts, ceux qui tombent, à quelques rares exceptions près, sont tous des travailleurs qui auraient eu le plus grand intérêt à s'entendre et l'auraient peut-être pu, n'étaient-ce les intrigues et les infamies de chefs ou de soi-disant intellectuels.

Mais, en somme, venir nous parler d'*excès*, lorsque depuis quarante mois nous assistons aux destructions les plus gigantesques et aux massacres les plus terrifiants, est une plaisanterie de mauvais goût.

A remarquer, d'ailleurs, que cette lutte n'a rien d'anarchique, puisqu'elle ne vise, de part et d'autre, qu'à former un gouvernement, une autorité légale. Ah ! si la réaction chère à tous nos bons bourgeois devait triompher et s'établir, comme elle l'a toujours fait dans l'histoire, par la terreur blanche, leur presse la trouverait complètement justifiée et l'encouragerait même à aller jusqu'au bout, à ne pas s'arrêter à mi-chemin. Nous avons même vu cela, il y a quelques semaines, pour l'échauffourée de Zurich !

Le mot pudeur ne doit pas figurer dans le dictionnaire de nos gens de l'ordre.

La grève générale.

Une fois de plus relevons comment, lorsqu'une idée triomphe, ceux qui s'en vantent le plus sont précisément ses adversaires les plus acharnés de la veille.

Pendant une vingtaine d'années, les anarchistes, presque seuls, ont bataillé pour répandre et réaliser l'idée de grève générale. Raillés par tous les « scientifiques », à commencer par les grands théoriciens du socialisme allemand, qui traitaient la grève générale de *General-Unsinn* (folie générale), voici qu'une grève générale contre la guerre vient d'éclater et d'aboutir en Argentine. Et alors nos bons socialistes de s'écrier dans la *Sentinelle :*

Voilà un fait qui doit être inscrit en lettres ardentes dans les annales.

Car il consacre une victoire splendide du prolétariat. Après le soulèvement du peuple russe contre la tyrannie séculaire des tsars, le peuple argentin a remporté une victoire tout aussi grande, que jamais encore nulle organisation ouvrière n'avait fait aboutir.

Les ouvriers argentins, par la grève générale, ont obligé leur gouvernement à abaisser les armes, et à obéir à la volonté populaire, qui entend poursuivre une politique neutraliste et n'entrer dans le conflit aux côtés d'aucun belligérant. Le prolétariat argentin a fait avorter une déclaration de guerre.

Alors, quoi ? Les anarchistes n'avaient donc pas tort de préconiser la grève générale ? Et l'organisation qui l'a faite triompher au delà de l'Atlantique ne devait pas avoir signé une convention professionnelle s'engageant à observer toujours strictement le délai d'avertissement et à soumettre tout différend à un office de conciliation d'abord et à un tribuual d'arbitrage ensuite ? Car ainsi le veulent nos fédérations suisses les plus puissantes ! L. B.

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS

Vendredi 28 Décembre, à 8 h. 1/2 du soir

CONFÉRENCE par le camarade L. BERTONI

Sujet traité :

Russie et Italie

ÉDOUARD BELLAMY

Parabole du Réservoir d'Eau

Prix : 5 centimes ; le cent, 3 francs

Joindre à la commande le montant en timbres-poste.

Jeunesse Socialiste et Syndicats

Nous découpons dans la *Revue syndicale* cette conclusion d'un article à l'adresse de la Jeunesse socialiste :

Actuellement, en Suisse allemande, bon nombre de jeunes jouent le rôle des adhérents au mouvement de l'ancienne *Voix du Peuple* de Lausanne. Ces derniers avaient cependant cet avantage de se déclarer franchemeut adversaires de l'action socialiste politique et du mouvement syndical à base centraliste. Ils travaillaient contre ces tendances, par la plume et par la parole, avec une énergie digne d'une meilleure cause. Mais ils n'entraient pas dans le parti et dans les syndicats, et ne leur demandaient pas de subvention pour ensuite les saboter.

Cette opposition en Suisse romande est disparue, sauf quelques cas isolés. Il en sera certainement de même des jeunes qui veulent jouer aux révolutionnaires. Malheureusement, ils ne manqueront pas de marquer leur passage, au grand désavantage de l'organisation.

Il est vrai, et ceci doit être dit, les jeunes ne sont pas seuls responsables. Les grands coupables, ceux qui ont permis, favorisé même le mouvement des jeunes tel qu'on le connaît, ce sont certains politiciens, qui ont vu là un beau champ d'activité. C'est là qu'il faut rechercher la genèse de cette éducation qu'on ne peut que déplorer.

Il serait temps que dans les milieux socialistes et syndicaux on abandonne cette politique personnelle, faite d'ambition et de démagogie, pour revenir à une notion plus saine, et surtout plus réelle du mouvement ouvrier.

Quelques commentaires nous paraissent nécessaires.

Tous nor socialistes, sans distinction et sans en exclure les soi-disant révolutionnaires Graber, Naine, Platten, Grimm, etc., ont toujours été d'accord pour garder au mouvement syndical le caractère le plus réformiste et corporatif possible. Nous appellerions même nettement ce syndicalisme jaune. N'est-il pas basé sur la communauté d'intérêts patronaux et ouvriers, sur les commissions d'arbitrage permanentes, sur l'extension de l'intervention légale, sur une entente pleine et entière entre employés et employeurs ?

Ah ! cela, sans doute, ne saurait suffire. C'est pourquoi les ouvriers doivent faire de la politique, toujours plus de politique, et envoyer tous leurs permanents dans les Conseils communaux, cantonaux et fédéraux !

Soulignons avec plaisir que la franchise et la netteté de notre attitude sont enfin recennues ; l'accusation portée contre nous de confusionnisme est ainsi déclarée entièrement fausse par ses auteurs eux-mêmes.

Que la Jeunesse soit en contradiction avec elle-même, nous sommes les premiers à l'admettre, mais le fait de la voir reprendre notre opposition, n'est-ce pas une preuve que celle-ci s'impose même à des groupements nullement prévenus contre le socialisme parlementaire ?

La *Revue syndicale* a néanmoins raison de dire que l'opposition d'avant-garde socialiste n'est le plus souvent que le fait de politiciens très pressés d'arriver, et qui cherchent pour cela à attirer l'attention sur eux par un zèle et une ardeur destinés à disparaître aussitôt la députation ou le secrétariat obtenu. Voilà pourquoi nous ne commettons plus la naïveté de les prendre au sérieux.

La constatation, avec une joie non déguisée, que notre opposition en Suisse romande a disparu, mérite d'être précisée. Nous pensions faire du syndicalisme une force vivante et agissante, toujours en éveil, mais n'ayant pu vaincre l'apathie du monde ouvrier, c'est grâce à elle que le centralisme des permanents s'est fortifié. Leur règne ne sera pas de longue durée, nous l'espérons, et en attendant nous avons une besogne plus importante à faire que celle d'administrer des caisses de secours mutuels. Ces caisses — nos adversaires l'ont avoué eux-mêmes — constituent la force essentielle des grandes Fédérations centralistes. Celles qui n'en possédaient pas ont failli sombrer au moment de la crise de la guerre et ne se sont sauvées que par de savantes fusions.

Minorité, nous ne pouvons songer à contracter avec les patrons, alors que nous voudrions le faire aussi peu que possible même si nous étions majorité.

Nous n'en continuons pas moins à remplir notre rôle, car les faits n'ont que trop montré combien nous avions raison. Le centralisme devait nous donner non pas la mobilisation, mais l'immobilisation du prolétariat. A l'heure la plus tragique de l'histoire, des fédérations de dizaines et de centaines de milliers de membres se sont montrées aussi impuissantes que les travailleurs isolés. Les fameux *résultats pratiques* se résument dans l'aveu que l'équilibre entre le coût de la vie et les salaires n'a pu être maintenu, la situation a donc empiré.

Il est enfin quelque peu ridicule de prétendre nous faire admettre même ce résultat absolument négatif, en disant que la classe ouvrière aurait pu perdre encore davantage. C'est un argument identique que tous les gouvernements invoquent d'ailleurs pour excuser les sacrifices inouïs imposés par la guerre.

Consoler du mal et s'en faire même un mérite par la vision d'un mal pire toujours possible, voilà le dernier expédient du syndicalisme centraliste.

Malgré tout, gardons notre confiance dans l'avenir. Même cette résignation, dont est faite toute domination, sans en exclure celle des professionnels du socialisme, finira par s'user. Et l'heure du réveil venue, sachons hardiment entraîner les masses à la grande action directe commune pour l'émancipation intégrale de tous et de chacun.

Une scission

A Genève, une scission s'est produite dans le Parti socialiste et nous nous garderons bien d'y attacher la moindre importance.

Au moment des élections il a paru contre tels personnages marquants du vieux socialisme genevois des articles et des affiches, qui n'étaient, à quelques mots près, que la réproduction de ce qui avait paru dans notre *Réveil* quinze ans auparavant. Voilà donc un aveuglement tenace, à moins qu'il n'ait été volontaire.

Mais est-il permis d'avoir plus de confiance dans les nouveaux candidats, qui nous étaient donnés comme révolutionnaires et internationalistes, alors que tout le monde sait que Hubacher est un réformiste de la plus belle eau et que Pillionnel a publié des années durant, dans l'ancien *Peuple*, des articles nettement ententistes ?

Pour comble, dans la *Nouvelle Internationale*, le rédacteur spécialement chargé d'exposer la pure doctrine socialiste, a, dans une polémique avec nous, fini par reconnaître que leur socialisme rimait surtout avec parlementarisme, mais entendons-nous bien, le bon, le vrai, le sain parlementarisme, celui de Jaurès deuxième manière, autant dire celui de Jaurès de l'*Armée nouvelle !* En Suisse, aucun bourgeois même très conservateur, n'oserait faire des propositions militaristes comme celles du malheureux tribun français, aussi sincère qu'inconséquent dans son amour de la paix.

Après celle-là, toute discussion devenait oiseuse ; nous étions fixés.

Ce n'est d'ailleurs pas la première scission à laquelle nous assistons et toutes se sont terminées par un retour au même vomissement électoral. A vrai dire, personne ne s'en était jamais détourné. Pensez donc, son attrait est si irrésistible !

Jean Sigg, l'élu de tous ces partis bourgeois, dont il s'était souvent plu à faire les alliés des anarchistes, qui en ont toujours été par contre persécutés, a envoyé de Berne à son organe, *Le Socialiste*, une correspondance dont nous détachons le passage suivant :

J'ai revu avec plaisir Huggler, que connaissent bien tous nos camarades de Genève. Mercredi, en une très heureuse intervention, il a parlé des causes du dépeuplement des campagnes. Et son discours *a conclu en un appel à l'union sacrée entre paysans et ouvriers.* De même que le jour auparavant, quand Platten exposa sa doctrine militaire — ou plutôt celle de nos maximalistes — *et avoua qu'aujourd'hui le socialisme suisse n'était point contre la défense nationale et qu'il ne s'opposait qu'à une seule chose, c'est que l'armée de milices ne fût point une armée de « classe ».*

Nous voilà loin du congrès antimilitariste de Berne et bien près de la déclaration des neuf...

Hélas, je vous le dis, en pleurant sur les ruines de Jérusalem, il n'y aura bientôt plus de pur que le trio sympathique Guilbeaux-Hoffmann-Dicker.

Les autres, à peine sous la coupole, de verser du miel dans l'eau forte de leurs doctrines.

Je ne critique point. J'analyse. Et, quand j'eus bien entendu, j'eus le sourire...

Mais j'allais oublier Sohneeberger, le sympathique chef de la police de Berne, un esprit clair, lucide, un grand travailleur.

Un chef de police socialiste ! C'est une fonction dont s'agrée parfaitement le révolutionnarisme de nos camarades intransigeants de la Suisse allemande. Tandis que nous autres, en notre Genève, pauvres et pâles opportunistes, nous ne comprenons pas...

Que diable ! la conquête des pouvoirs publics n'est-elle pas le dogme le plus sacré de la foi socialiste, et parmi ces pouvoirs, comment exclure la police, l'un des plus importants ?

Que les idées changent vite sous la coupole, nous n'en avions jamais douté, mais le témoignage d'un qui s'y connaît est toujours bon à souligner et à rappeler chaque fois qu'il se présentera à nouveau devant les électeurs, pour que ceux-ci ne se fassent pas d'illusions excessives et tiennent compte à l'avance du dit changement fatal.

Les décisions de tous les congrès socialistes nationaux et internationaux concernant le militarisme ont toujours été équivoques et celles de Berne, dont parle Jean Sigg, ne pouvaient faire exception.

Admirons quand même ce « révolutionnaire » Platten venant demander que l'armée d'un régime de classe ne soit pas une armée de classe. Est-ce naïveté ou simple bafouillage, imposé par la nécessité de faire un discours d'opposition, qui devrait être contre l'ensemble même des institutions, mais puisque lui-même, Platten, en fait partie, il doit évidemment se borner à en attaquer quelques formes et quelques personnes seulement.

Car, en somme et pour finir, il ne sert à rien de louvoyer plus ou moins savamment. Il faut être pour ou contre l'Etat, pour ou contre la loi, l'autorité, la police, le militarisme, pour ou contre la banque, les monopoles, l'accaparement, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Que pourrait-on faire aux Chambres sinon travailler au maintien de la domination capitaliste et étatiste, dont elles sont des rouages parmi les plus importants ?

C'est une machine à dominer et non à libérer le peuple que la machine parlementaire, et les députés n'en discutent que le fonctionnement, qui pourra certes varier quelque peu, mais en donnant toujours le même résultat essentiel.

Le peuple a donc à s'emanciper de tout pouvoir législatif et non à lui demander son émancipation.

Qu'importe que ce soit un sabre, un goupillon ou un parapluie qui nous gouverne ! C'est toujours un bâton. Théophile Gautier.

Nous passons notre vie à nous forger des chaînes et à nous plaindre de les porter. X.

Le Pourquoi de la Guerre

Toute l'occupation des rois, ou de ceux qu'ils chargent de leurs fonctions, se rapporte à deux seuls objets, étendre leur domination au dehors et la rendre plus absolue au dedans : toute autre vue, ou se rapporte à l'une de ces deux, ou ne leur sert que de prétexte ; telles sont celles du *bien public*, du *bonheur des sujets*, de la *gloire de la nation ;* mots à jamais proscrits du cabinet et si lourdement employés dans les édits publics, qu'ils n'annoncent jamais que des ordres funestes, et que le peuple gémit d'avance quand ses maîtres lui parlent de leurs soins paternels.

Il est facile encore de comprendre que d'un côté la guerre et les conquêtes, et de l'autre les progrès du despotisme, s'entr'aident mutuellement, qu'on prend à discrétion, dans un peuple d'esclaves, de l'argent et des hommes pour en subjuguer d'autres ; que réciproquement la guerre fournit un prétexte aux exactions pécuniaires, et un autre non moins spécieux d'avoir toujours de grandes armées pour tenir le peuple en respect. Enfin chacun voit assez que les princes conquérants font pour le moins autant la guerre à leurs sujets qu'à leurs ennemis, et que la condition des vainqueurs n'est pas meilleure que celles des vaincus : *J'ai battu les Romains*, écrivait Annibal aux Carthaginois : *envoyez-moi des troupes ; j'ai mis l'Italie à contribution, envoyez-moi de l'argent.* Voilà ce que signifient les *Te Deum*, les feux de joie et l'allégresse du peuple aux triomphes de ses maîtres,

J.-J. Rousseau.

(Jugement sur le projet de paix perpétuelle de M. l'abbe de Saint-Pierre.)

Vient de paraître :
Henry Comte de FITZ-JAMES **La Guerre et l'exploitation de la crédulité**
TROIS CONFÉRENCES — Prix : 5o centimes
Les dix exemplaires : 3 francs.
Joindre à la commande le montant en timbres-poste.

Impr. des U. O., Genève.